

Coup après coup

Auteur : Guillermo Alvarado

Image not found or type unknown

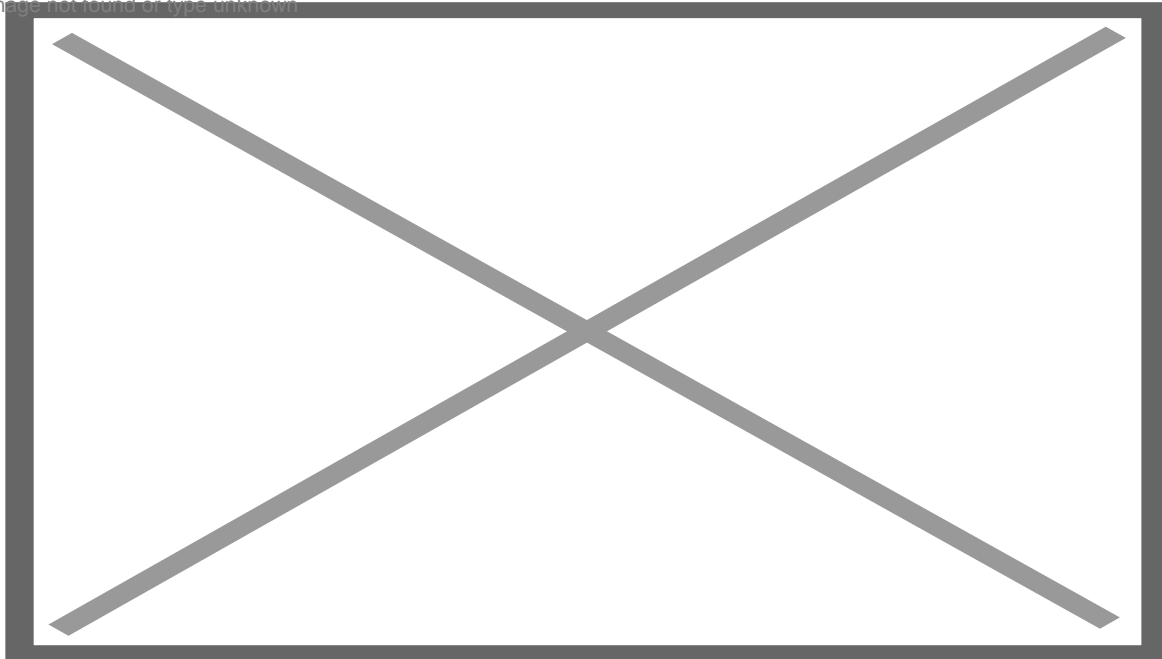


Photo: Prensa Latina

Les relations entre la Cour suprême des États-Unis, dont la grande majorité des juges ont été nommés par des administrations républicaines, et l'actuel chef de la Maison Blanche, Joseph Biden, sont de plus en plus houleuses et hostiles.

Ces dernières heures, la plus haute juridiction du pays a porté un nouveau coup au programme de travail de M. Biden en statuant que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) n'est pas habilitée à édicter des réglementations nationales sur le changement climatique.

Avec cet arrêt, le projet de protection de l'environnement, l'un des piliers de la campagne électorale de Biden, se retrouve pratiquement dans le vide et il lui sera très difficile de tenir ses engagements, tant sur le plan national qu'envers la communauté internationale.

La Cour suprême n'a pas annulé complètement l'EPA, mais elle l'oblige à faire en sorte que le Congrès doive désormais approuver explicitement ses décisions, ce qui ne va pas se produire car les relations avec le législateur sont très mauvaises.

Ce n'est pas pour rien que Biden lui-même a qualifié la décision des juges de dévastatrice pour son travail sur cette question.

Ainsi, par le vote habituel de 6-3, un procès intenté par 19 États, les plus gros pollueurs de la puissance du Nord, et un groupe d'hommes d'affaires qui craignaient une interdiction de l'utilisation du charbon à grande échelle, la Cour suprême a statué contre les promesses électorales de Biden.

L'affaire a également un impact mondial, puisque les États-Unis émettent à eux seuls 14 % du total des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, un chiffre remarquablement élevé.

Jusqu'à présent, Biden n'a pas fait grand-chose pour lutter contre le réchauffement climatique, si ce n'est ramener le pays dans les accords de Paris, d'où Donald Trump l'avait sorti.

Bien qu'étant la nation la plus riche, aucune mesure concrète n'a encore été prise pour financer le fonds qui permettrait aux pays les moins avancés de faire face aux conséquences du changement climatique et d'opérer les transformations nécessaires pour sauver notre maison commune.

Un récent rapport d'experts des Nations Unies indique que les politiques efficaces n'ont pas d'impact notable sur la hausse de la température mondiale, qui poursuit sa tendance à l'augmentation.

Cependant, l'Agence de contrôle de l'environnement était un outil qui, s'il était bien utilisé, pourrait donner des résultats positifs, ce qui sera désormais pratiquement impossible car l'arrêt de la Cour suprême semble dire qu'il est plus important de protéger quelques magnats.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/292614-coup-apres-coup>



Radio Habana Cuba